

III UNIVERSITÉS

Un atout pour relever nos défis

Michel Patry

Président du Conseil d'administration du Bureau de coopération interuniversitaire (BCI)

Le Québec est une société moderne, ouverte et démocratique, dont l'environnement économique et social fait envie. Mais, comme d'autres sociétés, il est aujourd'hui confronté à de nombreux défis. Et la campagne électorale en cours constitue une belle occasion d'examiner ces défis et de comparer les pistes de solution proposées par les différentes formations politiques.

Or, pour trouver des solutions originales et adaptées à sa situation particulière, le Québec dispose d'un atout majeur : un réseau universitaire de grande qualité, qui couvre tout son territoire — de Rimouski à Rouyn-Noranda, et de Gatineau à Saguenay en passant par Trois-Rivières, Québec, Sherbrooke et Montréal — et qui est parmi les plus accessibles au monde, avec des droits de scolarité modestes et le programme d'aide financière aux études le plus généreux du Canada.

Si on a beaucoup parlé d'éducation, jusqu'à présent, dans la campagne électorale, force est de constater que le réseau universitaire n'a pas été l'objet de nombreuses discussions. Peut-être est-ce parce que les formations politiques estiment que l'université québécoise fonctionne bien. Ou peut-être cela découle-t-il d'une perception que les électeurs sont peu désireux de discuter de la contribution que la société est en droit de s'attendre de ses universités.

Sondage révélateur

Le Bureau de coopération interuniversitaire a récemment donné à CROP le mandat de sonder les citoyens québécois à propos des universités. Il ressort de cette enquête rigoureuse que la vaste majorité des Québécoises et des Québécois éprouvent un grand sentiment de fierté à l'égard des universités (83 % se disent « très

Les parlementaires ont fait le choix de maintenir les droits de scolarité à un niveau parmi les plus bas au Canada, ce qui favorise l'accès à l'université. En cohérence avec ce qui précède, cela impose de s'assurer par ailleurs d'un plus grand investissement du gouvernement dans le réseau universitaire.

88 %

Proportion de répondants considérant la recherche universitaire comme un bon investissement des fonds publics

94 %

Proportion de répondants reconnaissant le rôle des universités dans le développement de la société québécoise

fiers) ou « fiers » à l'égard des établissements universitaires).

Les répondants sont également presque unanimes à reconnaître le rôle des universités dans le développement scientifique et technologique de notre société (94 %) et partagent l'avis que la recherche universitaire constitue un bon investissement des fonds publics (88 %). Ils sont également très conscients du rôle des universités dans le développement socioculturel (87 %) et économique (89 %) de notre société.

Ces résultats sont très encourageants et montrent que la population du Québec voit dans les universités un allié indispensable pour son avenir. C'est en effet par la recherche, l'innovation et la

créativité que nous pourrions trouver des solutions pérennes aux enjeux liés au vieillissement de la population, à la préservation de l'environnement, à l'intégration des néo-Québécois, aux questions éthiques du XXI^e siècle, ou à l'adaptation de notre économie à un contexte planétaire qui fait une place grandissante à la révolution numérique, à l'intelligence artificielle et à l'automatisation.

C'est par la formation des prochaines générations et le perfectionnement des personnes en emploi que nous pourrions composer avec les exigences d'une économie des connaissances et assurer la prospérité des futures générations. D'autant plus que le Québec accuse un retard sur le plan de la diplomation universitaire.

Réinvestissement

Le réinvestissement récent dans le réseau universitaire est certes un pas important dans la bonne direction. Malgré cela, rappelons que les universités québécoises disposent de ressources financières nettement inférieures à celles de leurs consœurs canadiennes. Il faut donc se rendre à l'évidence : si nos universités doivent pouvoir faire aussi bien que les autres universités canadiennes ou si nous avons l'ambition de faire mieux que celles-ci pour jouer pleinement notre rôle social, culturel et économique, il sera nécessaire de bonifier leur financement.

Les parlementaires ont fait le choix de maintenir les droits de scolarité à un niveau parmi les plus bas au Canada, ce qui favorise l'accès à l'université. En cohérence avec ce qui précède, cela impose de s'assurer par ailleurs d'un plus grand investissement du gouvernement dans le réseau universitaire. Donnons-nous les moyens de nos ambitions!

Le Québec possède un atout majeur pour relever ses défis : il serait désolant qu'il ne puisse bénéficier de ce que nos universités peuvent offrir de meilleur faute de moyens.